

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/112

12 décembre 1996

(96-5292)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE

Déclaration de M. Kilroy Genia, M.P.
Ministre des affaires étrangères et du commerce

Permettez-moi tout d'abord, au nom de mon gouvernement et de ma délégation, de vous adresser, ainsi qu'à votre gouvernement, nos félicitations pour avoir accueilli cette première Conférence ministérielle historique de l'OMC dans votre belle ville.

Je vous félicite aussi, de même que votre gouvernement, pour l'excellente organisation de cette Conférence.

Il y a plus de deux ans, les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay se sont achevées à Marrakech: les Membres de l'OMC ont alors fait un pas résolu en avant vers une libéralisation concertée du commerce à l'échelle mondiale. A peu près à la même époque, les dirigeants économiques du Forum de coopération économique pour l'Asie et le Pacifique (APEC) ont adopté la Déclaration de Bogor sur la libéralisation du commerce et de l'investissement d'ici les années 2010 et 2020 dans la région de l'Asie et du Pacifique.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est encouragée par ces initiatives qui contribueront sans nul doute à accroître le bien-être de nos populations.

Des efforts ont été faits et continuent d'être faits pour libéraliser le commerce dans le cadre d'arrangements régionaux, sous-régionaux et bilatéraux.

Mon gouvernement reconnaît que l'OMC est une organisation vitale et dynamique qui poursuit beaucoup de nobles objectifs.

Elle aura certainement besoin de l'engagement et des efforts collectifs de tous les pays Membres pour réaliser ces objectifs.

Pour sa part, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a un plan d'action spécifique pour la libéralisation et la facilitation du commerce et des investissements qui est totalement en harmonie avec les objectifs de l'OMC et de l'APEC dans ce domaine.

Concrètement, nous avons ramené nos marges tarifaires à des niveaux acceptables pour les produits de première nécessité et pour certains intrants industriels et biens d'équipement. Nous faisons aussi des progrès dans le domaine de la réduction des mesures tarifaires.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est attachée au principe de la libéralisation du système commercial international et de l'élimination des obstacles au commerce. Nous sommes convaincus que cette politique assurera une croissance économique durable, tant dans les pays développés

Les efforts de libéralisation du commerce ont amené beaucoup de petits pays en développement ou de pays moins avancés à mettre en commun leurs ressources pour intégrer leurs économies afin de poursuivre les buts et objectifs de l'OMC.

Vous savez peut-être déjà que les pays de la région du Pacifique Sud, y compris la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ont défini une politique commune pour faire face aux besoins du développement et aux problèmes de gestion qui se posent notamment dans les secteurs maritime et de la pêche.

Au niveau sous-régional, l'Accord de libre-échange entre les pays

Il a été relevé que l'OMC souhaitait promouvoir la coopération et le développement par l'assistance technique. La Papouasie-Nouvelle-Guinée salue cette initiative mais préférerait que cette assistance technique vise à améliorer la compétitivité des industries et des produits des pays en développement au lieu d'être uniquement centrée sur les problèmes de notification auxquels ces pays sont confrontés.

Je voudrais passer maintenant à la question du commerce et de l'environnement en réaffirmant les engagements pris par la Papouasie-Nouvelle-Guinée au Sommet de Rio en août 1992 et au Sommet de Berlin sur les changements climatiques en 1995 concernant le développement durable et la protection de l'environnement.

Tout en restant fidèle à ces engagements, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est assez préoccupée de constater que le commerce a été assujéti à des considérations environnementales.

En tant que pays en développement, dont l'économie dépend fortement des ressources naturelles - forêts, pêches, mines, agriculture - et dont la majorité de la population rurale vit de l'agriculture de subsistance, de la pêche et de la chasse, nous nous méfions des effets négatifs potentiels du débat sur l'environnement.

Bien qu'elle soit consciente de sa pertinence, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a de vives réserves concernant la suggestion de conclure un accord multilatéral sur l'investissement dans le cadre de l'OMC.

En tant que pays en développement, nous avons beaucoup d'industries en formation à qui il faudra encore du temps pour arriver à la pleine maturité, tandis que notre population active est seulement en train d'acquérir les compétences que les nations industrielles possèdent déjà

L'OMC doit être considérée comme le fer de lance du changement vers la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement, le premier objectif étant le développement d'un environnement commercial plus libre à l'échelle mondiale.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est profondément attachée à l'OMC et collaborera à ses efforts pour atteindre les nobles buts et aspirations de cette famille mondiale.

Nous pensons que la crédibilité de l'OMC sera renforcée si son caractère universel est maintenu.

A cet égard, nous demandons instamment que les procédures d'accession des pays qui ont demandé à devenir Membres, y compris ceux de la région du Pacifique Sud, soient accélérées et rTJETBT1 0 0 1 479.0